

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 26 septembre 1991

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

DÉPÔT DU DOCUMENT INTITULÉ «LE FÉDÉRALISME CANADIEN ET L'UNION ÉCONOMIQUE: PARTENARIAT POUR LA PROSPÉRITÉ»

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, conformément au paragraphe 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le document intitulé «Le fédéralisme canadien et l'union économique: partenariat pour la prospérité».

* * *

LES ANCIENS COMBATTANTS

LA FRAPPE D'UNE MÉDAILLE POUR LES VÉTÉRANS DE LA GUERRE DE CORÉE

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Madame la Présidente, il y a au *Feuilleton* une motion inscrite à mon nom, la motion n° 383.

Elle invite le gouvernement à créer une médaille pour les vétérans de la Guerre de Corée, ce qu'il a déjà fait. Je demande donc qu'on retire la motion et que ce retrait soit consigné aux *Procès-verbaux*.

Mme le vice-président: La Chambre a entendu la requête du député. Est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

(La motion est retirée.)

PÉTITIONS

VIA RAIL

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Madame la Présidente, j'ai deux pétitions à présenter ce matin.

La première est signée par des Canadiens de Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et du Québec qui demandent au Parlement d'appuyer le plan du NPD visant à restaurer les services de VIA Rail qui ont été supprimés le 15 janvier 1990, à maintenir et à améliorer s'il y a lieu les services aux régions éloignées dont dépendent de nombreux Canadiens, à donner un cadre législatif à VIA Rail et à lui fournir les ressources dont elle a besoin pour devenir un système de transport de voyageurs moderne, d'une qualité comparable à celle que l'on trouve partout ailleurs dans le monde occidental.

• (1010)

LES ÉTATS BALTES

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Madame la Présidente, un certain nombre de citoyens de ma ville de Thunder Bay m'ont demandé de présenter une pétition dans laquelle ils expriment leur inquiétude à l'égard de la situation en Europe de l'Est, notamment dans les États baltes. Ils demandent au Parlement d'allouer et de faire débloquer des crédits pour l'exportation de céréales fourragères à la Lituanie et aux États baltes voisins.

LE TIMOR-ORIENTAL

Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe): Madame la Présidente, je suis heureuse de présenter aujourd'hui, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition concernant la situation qui règne à Timor-Oriental.

L'Indonésie occupe Timor-Oriental depuis 1975, contrairement ainsi au droit international, et l'occupation militaire a fait des milliers de morts parmi les hommes, les femmes et les enfants de Timor-Oriental.

Le Canada a montré au monde entier qu'il appuie le travail des Nations Unies et il a récemment envoyé des forces armées pour aider le Koweït à chasser son agresseur.